

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 30/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MANOIR PITRES

Usine du Manoir
12 rue des Ardennes
27590 Pîtres

Références : UBDEO_URA_2024_175_lck
Code AIOT : 0005800545

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2024 dans l'établissement MANOIR PITRES implanté 12 RUE DES ARDENNES 27590 Pîtres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Du fait de difficultés financières récurrentes (l'entreprise est placée sous mandat de liquidation judiciaire), certains manquements ont été constatés par l'inspection des installations classées notamment ceux objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mai 2023 pour ce qui concerne l'obligation de surveillance des rejets atmosphériques (canalisé et diffus). L'entreprise, entourée d'habitations, fait l'objet d'une surveillance environnementale menée par Atmo Normandie. Il s'agit de la thématique principale du présent rapport de visite qui s'inscrit conjointement à la visite relative au suivi de l'arrêté de mise en demeure du 15 mai 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANOIR PITRES
- 12 RUE DES ARDENNES 27590 Pîtres
- Code AIOT : 0005800545
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Manoir Pîtres est une fonderie spécialisée dans la métallurgie des aciers inoxydables avec deux technologies : moulage statique au sable et réalisation par centrifugation de tubes d'acier à hautes performances. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à "autorisation" au titre des rubriques 1450, 1716, 2545, 2551, 2560, 3240 (IED) à "enregistrement" au titre des rubriques 2515, 2560, 2565, 2760 et à "déclaration" pour d'autres rubriques.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article article 7	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.2.6	Sans objet
3	registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R.515-114	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas procédé à la déclaration annuelle de ses émissions via l'outil GERP et qu'il ne maîtrise pas l'objectif de la surveillance environnementale qu'il réalise par l'intermédiaire de l'association Atmo Normandie. L'inspection rappelle que l'exploitant doit disposer des résultats d'analyse au fil de l'eau afin d'identifier un éventuel incident nécessitant une action corrective sans attendre la publication annuelle d'Atmo Normandie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2011, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance environnementale
Prescription contrôlée :
Une étude des effets sanitaires basée sur l'ensemble des émissions de l'établissement (émissions

canalisées et diffuses) doit être remise à l'inspection des installations classées (en deux exemplaires) sous six mois. Cette étude doit prendre en compte le scénario de risque chronique par exposition indirecte (via la chaîne alimentaire). Si besoin les valeurs limites indiquées aux articles 3.2.4 et 3.2.5 sont complétées et/ou actualisées.

Une analyse des retombées de poussières à l'extérieur du site doit être réalisée par un organisme compétent sous un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. La localisation des points de mesure doit être définie et justifiée sur la base de l'étude des effets sanitaires, de la rose des vents... Les mesures doivent être réalisées dans des conditions d'exploitation normales de l'établissement (fonctionnement des fours à arcs électriques, convertisseur AOD, ateliers de centrifugation, d'ébarbage....). L'exploitant transmet un mémoire à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception des résultats qui comprend :

- un plan de localisation des points de mesure et une justification du choix retenu,
- des justificatifs du fonctionnement des installations lors des mesures,
- les résultats et leur interprétation notamment par rapport aux données de l'étude des effets sanitaires.

Constats :

L'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) a été remise à l'inspection en 2018 puis complétée en mai 2020 comme suite aux recommandations formulées par l'ARS en 2019.

L'exploitant a également réalisé en 2018, une première évaluation de ses retombées atmosphériques autour du site. 5 Jauges ont été positionnées autour du site sous les vents moyens provenant du secteur SSO en hiver et du secteur NE en été. Une 6eme jauge a été positionnée sur site (à l'angle Est). Le positionnement des jauges a été réalisé par Atmo Normandie.

Depuis 2020, l'exploitant adhère au programme de surveillance des retombées atmosphériques d'Atmo Normandie qui publie annuellement les résultats des mesures réalisées l'année écoulée. Les résultats publiés en 2023 portant sur les mesures 2022 mettaient en évidence un marquage environnemental fort en métaux Nickel et chrome (sans différenciation entre le chrome 6 et le chrome 3). Il s'avère que l'un des dépoussiéreurs (situé au pied de la cheminée 1) a connu un perçage de manche. L'exploitant a procédé au changement des filtres à manche concernés comme constaté lors de l'inspection du 7 avril 2023.

Concernant la surveillance menée en 2023 par Atmo Normandie, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats des campagnes hivernales et estivales. Il attend la publication des résultats sur le site internet d'Atmo Normandie. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit disposer des résultats de mesure au fil des campagnes sans attendre la publication finale. En cas d'incident perceptible, au plus tôt l'exploitant dispose des résultats au plus tôt il peut investiguer sur la recherche des causes et mettre en place le plan d'action correctif adapté.

Par ailleurs, l'inspection rappelle que la surveillance environnementale relève de la responsabilité de l'exploitant même si elle est sous-traitée. En terme de stratégie de surveillance, l'inspection a relevé que l'exploitant ne s'est pas approprié la démarche de surveillance.

Les résultats de la surveillance environnementale doivent faire l'objet d'une interprétation afin de vérifier si les hypothèses de l'EQRS de 2018 complétée en 2020 sont toujours valides. Le cas échéant il appartient à l'exploitant de mettre en place un plan d'action pour garantir l'absence de dégradation des matrices environnementales pour la santé. L'inspection demande que l'exploitant transmette a minima tous les ans une synthèse commentée de cette surveillance environnementale et l'informe au plus tôt en cas d'incident.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclaration GERP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article article 7
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration annuelle
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas effectué de déclaration annuelle des émissions pour l'année 2022 et pour l'année 2023, au jour de l'inspection la déclaration venait d'être ouverte mais n'était pas finalisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : demande : Pour l'année 2022, il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments de la déclaration à l'inspection considérant que l'exercice de saisie est clôturé. Pour l'année 2023, l'inspection demande que l'exploitant déclare ses émissions sous 15 jours dans l'outil GERP
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R.515-114
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration des installations de combustion de moyenne puissance
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : -le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; -la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; -le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; -le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; -la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 -le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;-le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la

charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement.

II.- Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; - au plus tard le 31 décembre 2028 pour les installations de puissance supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 5 MW,

Constats :

L'exploitant dispose d'installations de combustion relevant de la rubrique 2910 de la nomenclature. A ce titre, il relève du régime de la déclaration conformément à son arrêté d'autorisation d'exploiter en date du 6 janvier 2011.

L'exploitant est donc concerné par l'obligation de déclarer les données relatives aux installations unitaires de moins de 5 MW conformément à la directive relative aux **moyennes installations de combustion** (MCP) 2015/2193 du 25 novembre 2015 dont les obligations ont été transcrites aux articles R.515-113 à 116 du code de l'environnement.

La consultation du registre MCP montre l'absence de déclaration par l'exploitant. Lors de l'inspection le rappel des échéances a été effectué. D'après les informations fournies lors des inspections précédentes, il semble que le site ne dispose pas d'installation unitaire de plus 5 MW, et ne serait donc concerné que par l'échéance du 31/12/2028.

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer du niveau de puissance unitaire de ses installations de combustion et de procéder aux déclarations nécessaires pour le 31/12/2028 en respectant les modalités prévues par l'arrêté du 2 janvier 2019 <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038021079/> et de procéder à la déclaration via le lien suivant : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/installations-de-combustion-moyennes-mcp-recueil-d>

Type de suites proposées : Sans suite